

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



M 2242 - 378 - 6 F DU 17 AU 30 MARS 1983 - 13ème année - N° 378 - 6 F

M 2242 - 378 - 6 F

nos lecteurs ont la parole

SUR LA RÉGÉNÉRATION DES HUILES DE GRAISSAGE

Votre article intitulé «Les sept sœurs sont-elles coupables?» dans le numéro 376 et relatif au retraitement des huiles de graissage me paraît méconnaître certaines réalités importantes.

Il est vrai que dès 1940 le gouvernement français s'est soucié de ce problème de récupération, ce qui a amené par la suite la création de la Société pour la Récupération et la Régénération des huiles usagées (la SRRHU). Il est aussi vrai que les «pétroliers» avaient eu dans cette société des intérêts importants, et que cela a entraîné une revente des huiles récupérées plutôt aux raffineurs qu'aux régénérateurs. Mais cela n'est pas aussi critiquable qu'il y paraît : en effet, ces huiles, mélangées au fuel de chauffe des raffineries contribuaient à la fabrication des huiles neuves et à une forme de recyclage donc plus globalement à une économie d'énergie (par diminution de l'utilisation du fuel de chauffe). Cependant à la fin des années 70, la Commission Technique des Ententes a considéré que l'utilisation d'huiles usagées pour la fabrication d'huiles neuves constituait un gaspillage de valeur ajoutée et a condamné l'attitude de la SRRHU. Parallèlement (en 1979) l'activité des régénérateurs était officialisée et institutionnalisée. Or depuis quelques mois les pétroliers ont abandonné tous les intérêts qu'ils détenaient dans la SRRHU. Le problème est donc à présent entre les mains des Pouvoirs publics. Ceux-ci se sont immédiatement trouvés confrontés à une douloureuse question qui est celle du caractère très coûteux de la neutralisation des additifs dans le cadre d'un recyclage de nos huiles. De plus les garagistes ne sont pas aussi favorables que cela à un recyclage : eux-même se servent souvent des vieilles huiles pour leur propre chaudière de chauffage (en mélangeant avec du fuel) ce qui est illégal mais économique !

Il serait donc hâtif, si ce n'est faux, d'accuser les sept sœurs (et pourquoi uniquement les «Majors» ? Il existe aussi des huiles Elf, Total ou Antar) de freiner une politique de recyclage. Le problème est beaucoup plus complexe.

P.H.
(Rouen)

regards de londres

Nous avons demandé à notre ami Daniel Singleton de nous faire une revue de la presse britannique.

Cinq sujets ont particulièrement dominé la vie politique et sociale outre-Manche le mois dernier : l'élection législative partielle de Bermondsey, le Budget, l'armement nucléaire, la liberté de la presse, et ... la Monarchie.

A Bermondsey, l'un de ses fiefs depuis plus de 60 ans, le parti travailliste a connu une défaite cuisante lors de la consultation électorale du 24 février. A l'issue de cette campagne plus remarquable par les querelles entre les diverses factions au sein du Labour que par l'originalité des propositions formulées par la pléthore de candidats en lice, Peter Tatchell, le représentant officiel des travaillistes, a été largement battu par le porte-bannière de l'Alliance (SDP/Parti Libéral). Michael Foot n'a probablement plus beaucoup d'avenir à la tête de l'opposition travailliste, et l'élection législative partielle qui doit se dérouler prochainement à Darlington se révélera décisive pour lui et ses ambiteux concurrents.

Grâce à une technique de fuites désormais bien maîtrisée par le ministère des Finances (Exchequer), les grandes lignes du budget - qui doit être annoncé le 15 mars - sont désormais connues : aides accrues à l'industrie et aux chômeurs, continuation de la lutte contre l'inflation, et attribution aux contribuables d'importants avantages fiscaux. «The Economist» (26 février) encourage en outre le gouvernement à diminuer la part des cotisations des employeurs à la Sécurité Sociale. Ce budget est important à deux titres : c'est le dernier budget du présent gouvernement avant les élections, d'autre part il intervient à un moment où les revenus pétroliers de la Grande-Bretagne vont baisser, mais le taux de croissance pour cette année devrait être de l'ordre de 1,5, 2%, et Geoffrey Howe, le chancelier de l'Echiquier a 2/3 milliards de Livres à «distribuer».

Pour janvier les chiffres publiés récemment (4 février) montrent qu'en données corrigées, le chômage est de nouveau en hausse (2.984.000 de sans emploi (12,8% de la population active - 3.424.000 d'après Eric Varley, le secrétaire à l'Emploi du cabinet fantôme). Mais depuis longtemps dé-

jà ce genre de statistiques ne mobilise plus ni l'opinion ni la presse. Par contre l'inflation est tombée à 4,9%, taux le plus bas depuis plus de 13 ans, note le «Times» avec satisfaction (12 février).

Margaret Thatcher et ses ministres poursuivent avec vigueur leurs plans de dénationalisation. D'après un rapport du gouvernement qui reprend les conclusions de la commission Serpell, il serait envisagé de «privatiser» certains secteurs des chemins de fer (British Rail). Mais la grève des employés des Eaux & Egouts s'étant terminée à l'avantage des grévistes, le gouvernement fait l'objet de critiques assez vives («Times» du 14 février, «The Economist» du 29 janvier au 4 février), car la porte est maintenant ouverte à la surenchère des autres secteurs de la fonction publique. «The Times» (17 et 18 février) rapporte que le gouvernement a reçu du *Centre For Policy Studies* - organisme extrêmement influent auprès de Margaret Thatcher - un appel en vue d'interdire les grèves dans les secteurs-clés du service public (Eau, Gaz, Electricité...)

Une enquête MORI, publiée dans le «Sunday Times» (23 janvier), révèle que 54% des Britanniques seraient hostiles au stationnement (prévu fin 1983) des missiles de croisière sur leur sol. La presse dans son ensemble se fait l'écho des préoccupations de tous sur cette question. Grande enquête dans «The Economist» («Les Chrétiens et la Bombe», 5-11 février). Le «Guardian Weekly» (20 février) admet que si les missiles de croisière représentent peu de chose du point de vue stratégique, par contre «nous nous attendons à l'arrivée d'une partie de ces missiles, car notre refus - sans, en contre-partie, une importante diminution par les Soviétiques du nombre de leur arsenal nucléaire, serait peu apprécié par les autres membres de l'alliance (atlantique).»

Lors d'une autre enquête menée pour le magazine d'information télévisé «Weekend World», 89% des personnes interrogées se sont prononcées en faveur du «double contrôle» des missiles de croisière, 30% de ceux qui y sont hostiles changeraient d'avis si le principe du «double contrôle»

était garanti. Dans son éditorial du 21 février le «Times» considère qu'un tel principe - qui selon Michael Heseltine, le nouveau ministre de la Défense, coûterait à la Grande-Bretagne 1 milliard de livres - serait une source de complications inutiles pour l'armée et le gouvernement, mais constituerait une solution acceptable du point de vue politique.

Margaret Thatcher a réaffirmé - lors de la visite de M. Fanfani, fin février - que les accords entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis garantissent le «double contrôle» (accord Churchill-Truman de 1952). La Grande-Bretagne et l'Italie, a-t-elle aussi rappelé, déploieront les «Cruise» si les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique à Genève échouent.

La presse de nouveau en cause : le Press Council a vivement critiqué les méthodes de certains journaux à l'occasion de l'affaire Sutcliffe («The Times» 4 février - «check book journalism»). D'autre part une action judiciaire en référé a été intentée en vue d'interdire la publication dans le «Sun» de certaines «révélations» au sujet de la famille royale. Il importe, assure «The Economist» (12-18 février) à la presse de s'auto-discipliner et d'accorder au Press Council de plus grands pouvoirs afin d'éviter les risques que pourrait entraîner, pour la liberté de la presse, le vote d'une loi au Parlement visant à assurer la bonne conduite des journalistes. Enfin, le 14, la reine et le duc d'Edimbourg ont commencé leur périple qui doit les mener à la Jamaïque, au Mexique et aux Etats-Unis. Ce voyage revêt une signification particulière pour plusieurs raisons : afin en effet de réaffirmer les liens d'amitié qui existent entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis - après les tensions apparues notamment lors du conflit des Malouines, et de l'affaire du gazoduc sibérien... La Jamaïque quant à elle devrait sous peu devenir une république, tout en demeurant à l'intérieur du Commonwealth. Le couple royal confirmera une nouvelle fois qu'il reste un facteur d'unité et l'un de nos meilleurs ambassadeurs dans le monde.

Daniel E. SINGLETON
(Londres)

ps contre ps

Quelle mouche a piqué les socialistes ? A quelques jours d'un scrutin national, ils ont étalé sans vergogne leurs querelles intestines, au risque d'imposer une piètre image de leur parti et de troubler l'électorat.

L'air de la rigueur a rythmé le feu des interventions. En l'espace d'une semaine, trois pontes de la tendance dite rocardienne ont ouvert de franches hostilités contre le gouvernement, sa politique et le parti socialiste. La critique fut acerbe ! Edmond Maire, ami de toujours de Rocard, annonce au sortir de l'Elysée un second plan de rigueur pour l'après-municipales, comme s'il partageait le secret des dieux. Jean-Pierre Cot, dans les colonnes du « Monde », fustige son propre parti et le presse de repenser en conséquence des thèmes aussi déterminants que le protectionnisme, le maintien ou la baisse du pouvoir d'achat, la permanence des corporatismes. Le maire de Conflans conclut provisoirement avec un entretien dans « L'Expansion » (1), où il pose comme à son habitude depuis son entrée au gouvernement d'habiles remontrances à l'égard de la politique élyséenne et prend ainsi rendez-vous pour l'avenir. Les salves nourries lancées par le triumvirat auraient pu limiter leurs effets au flot des commentaires journalistiques et à la récupération insidieuse de la droite. Après tout, le secrétaire général de la C.F.D.T. n'en est pas à son premier cri de colère contre la politique suivie et Michel Rocard n'est pas non plus novice dans la contestation feutrée des options gouvernementales.

«CONTRE LA GAUCHE MASO»

La riposte ne se fera cependant pas attendre, conduite solennellement par « L'Unité », hebdomadaire du P.S. aux mains des mitterrandistes, qui publie un long article vengeur sur et contre « la gauche maso », soit les trois contestataires cités plus haut.

Encore une fois, l'incident aurait pu se clore sans autre forme de procès. Il est naturel qu'un parti démocratique connaisse de tels débats. Mais un rapport du rocardien Michel de la Fournière de-

vant le bureau exécutif du Parti réuni sur les droits de l'homme relance et envenime la polémique. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée et mitterrandiste de stricte obédience, critique vertement le texte de La Fournière, jugé trop respectueux de l'orthodoxie socialiste. Certains y décèlent même, dans sa condamnation du léninisme et des régimes totalitaires, un relent d'anticommunisme, primaire comme il se doit. Ne cherchons pas les subtilités du propos, à savoir la distinction entre Lénine et Rosa Luxemburg sur la question des libertés. André Salomon, issu du sérail puisqu'ancien membre du comité directeur, corrige dans un livre corrosif (2) la portée des débats philosophiques au sein du Parti : « Au niveau du Congrès, ce ne sont pas tant les préoccupations doctrinales qui gouvernent les esprits que les combinaisons à mettre en place pour diriger le Parti. » Car il s'agit bien sûr de l'approche du Congrès qui pousse chaque courant à aiguïser dans l'ombre les couteaux et à porter les premiers coups, histoire d'éprouver la résistance des concurrents. La presse de droite a beau jeu de nous dépeindre en la matière d'affreux marxistes-léninistes rabrouant les gentils sociaux-démocrates. La réalité est sans doute plus prosaïque. A-t-on jamais vu un parti politique s'engager dans la bataille des idées ?

Il reste malgré tout surprenant d'assister à de si précoces escarmouches. Le Congrès ne se déroulera qu'en automne et la situation économique, avec le déficit aggravé du commerce extérieur et le médiocre indice des prix, l'exigence unitaire en vue des élections municipales, imposait à la gauche d'autres offensives.

« Synthèse-Flash », la revue de Jean Poperen, franchit un pas supplémentaire dans l'escalade. Le numéro 2 du Parti dénonce « la gauche de l'échec », comprenez Rocard, Maire et Cot, qu'il accuse, en usant d'un langage que



l'on croyait révolu, de « révisionnisme ». Le ministre du Plan se voit suspecté de préparer un « coup du 13 mai » pour les municipales, références à sa déclaration inopinée au soir des élections législatives de 1978. Plus fort encore, Poperen subodore le complot dans les listes socialistes dissidentes qui se présentent à Montluçon ou Le Mans, et dont l'objectif inavoué serait de remettre en cause la stratégie d'union de la gauche au profit d'un renversement d'alliances. Et le numéro 2 de conclure que cette « gauche de l'échec » fait, insulte suprême, condamnation sans appel, le jeu de la droite.

Quelques heures plus tard, deux rocardiens choisissent « Le Matin » (4) pour faire la démonstration de leur opiniâtreté. Marie-Noëlle Lineman, du bureau exécutif, et Alain Richard, député, persistent dans la ligne tracée par les amis de Michel Rocard : l'ouverture de l'économie française aux échanges mondiaux, la baisse obligée du pouvoir d'achat moyen.

Il ne manquait plus, dans ce combat des chefs, que l'appréciation sinon l'arbitrage du Premier secrétaire du Parti. Lionel Jospin (5) reconnaît dans les dernières altercations « l'amorce d'un vrai débat entre socialistes », qui tournera autour de la politique de rigueur. Et puis, au détour d'une question, Jospin semble

passer à des aveux qui éclairent rétrospectivement tout le débat : « Ce n'est pas le moment de discuter de problèmes d'état-major. C'est le moment de faire tout ce qu'on peut pour gagner ». Et si le fin mot des présentes polémiques résidait plus en des luttes d'influences qu'en un débat d'idées ? Non que ce dernier soit absent des dissensions actuelles, mais sa place est plus modeste et moins évidente qu'on ne croit.

LE RETOUR DES TENDANCES ?

Valence avait vu le sabotage apparent des courants pour se rassembler, en période de crise et d'exercice du pouvoir, sous un même gonfanon. Deux ans plus tard, il semblerait que la belle unanimité ait fait long feu. Il y a au moins un point sur lequel Jospin, Poperen et les rocardiens se retrouvent : la probable renaissance des tendances au prochain Congrès, qui sera incontestablement un moment fort de la vie politique française.

Emmanuel MOUSSET

(1) « Royaliste » 376, éditorial de Bertrand Renouvin.

(2) André Salomon : « P.S., la mise à nu », Robert Laffont, 1980.

(3) « Synthèse-Flash » 18 février 1983.

(4) « Le Matin », 1er mars 1983.

(5) Dans « Les Nouvelles Littéraires », 24 février au 2 mars 1983.

citroën : sauver l'individu

Citroën, la marque aux deux chevrons, tient la «une» de l'actualité depuis plusieurs semaines. Une publicité dont elle se passerait bien. Une lecture non passionnée des événements permet de saisir ce qui est en jeu : la survie de l'individu face aux grands appareils et face aux machines.

Le 2 février, la CGT, qui revendique une augmentation des salaires, décide un débrayage et une manifestation devant le siège de la firme, à Neuilly. Selon le syndicat, des grévistes qui se dirigeaient vers les vestiaires, sont interpellés par des non-grévistes du plateau des retouches; de «légers accrochages» se produisent alors. Pour la direction de l'usine d'Aulnay, il n'y a pas eu simple bagarre, mais agression provoquée par des délégués CGT; elle fait observer que, parmi les 17 blessés, ne figurent aucun membre de la Centrale.

Aggression ou provocation ? Dès lors, les grandes manœuvres commencent et chacun prend position. Le 4 février, Jean Auroux, ministre du Travail déclare : «De deux choses l'un : ou bien ces mouvements ont échappé à cette organisation et je lui donne acte de son incapacité à maîtriser les désordres, ou bien ces débordements étaient prévus à l'avance et la C.G.T. en porte la responsabilité.»

La CFDT adopte une position prudente. Son Union Régionale de l'Ile de France indique tout d'abord qu'utiliser «la violence pour obliger les travailleurs à faire grève, ce n'est pas, pour la CFDT, de l'action syndicale.»

Mais, après les licenciements annoncés par Citroën, son union départementale et sa section



d'Aulnay déclarent que «les mesures disciplinaires prises par la direction sont arbitraires tant que les résultats de l'enquête demandée par les pouvoirs publics ne sont pas connus.»

LES CONTRAINTES EXTÉRIEURES

Il semble que, finalement, l'on s'achemine vers un compromis bâ tard ratifié par la CGT et la direction : les huit ouvriers maghrébins jugés responsables par cette der-

nière ne seront pas réintégrés, mais des stages de formation et une «garantie de l'emploi» qui reste à définir leur seraient proposés. Car, à travers maints rebondissements et après avoir utilisé l'arme de la grève, la CGT a bel et bien reculé. On comprend fort bien pourquoi à travers cette déclaration de M. Auroux : «Notre industrie automobile, qui est aujourd'hui sévèrement concurrencée par la production étrangère, ajoute le ministre, a besoin de paix sociale dans l'ordre, du respect des libertés et de la dignité de chacun et d'une compétitivité accrue pour imposer ses marques

à l'exportation comme sur le marché.»

En s'obstinant, le syndicat courrait le risque d'être incompris de l'opinion publique et de se retrouver isolé.

L'INDIVIDU BROYÉ PAR LES GRANDS APPAREILS

On ne peut s'empêcher de penser à tous ceux qui, pour se débarrasser de l'oppression de la CSL (sur laquelle il est inutile de revenir), se sont jetés, confiants,

dans les bras de la CGT, aujourd'hui majoritaire à Aulnay. Dans cette guerre d'états-majors qui poussent des pions, et, au besoin, les sacrifient, quelle place restait-il pour l'individu ? A cet égard, une déclaration de la CGT le 23 février est très révélatrice :

«Les huit ouvriers licenciés se sont rendus à l'union locale CGT pour effectuer des démarches auprès de l'inspection du travail et pour examiner avec la CGT des formes de soutien à leur action. Quand le syndicat CGT jugera utile leur retour, ils retourneront à leur poste de travail.»

Ces événements mettent en évidence les limites de la Commission des libertés, créée à la suite de la recommandation Dupeyron, lorsque deux blocs (CGT d'une part, CSL et direction de l'autre) s'affrontent.

Mais le vrai problème demeure la permanence du «système citroën» si bien analysé par Robert Linhart dans un livre paru en 1978 (1) et dont il faudrait aujourd'hui repenser. Ce système s'est aujourd'hui retourné contre les apprentis sorciers qui l'ont mis en place. Mais qui doit-on condamner ? Ceux qui l'ont conçu, ou ceux qui en sont les victimes, même s'ils se laissent abuser par d'autres ?

Le développement de la robotisation, de l'informatique, des techniques de pointe doit servir à remettre radicalement en cause des structures de production qui, fondées sur le gigantisme, engendrent l'oppression et broient l'individu. Si tel n'était pas le cas, pourrait-on encore parler de «progrès» ?

A.S.

R. Linhart - L'Etabli - Ed. de Minuit.

petites guerres sous un cèdre

1975 : débuts de la guerre du Liban. 1982 : tournage de «Petites Guerres» de Maroun Baghdadi, dont l'action se déroule en 1975.

Cette distance de sept années était nécessaire pour éviter l'écueil du film-documentaire trop partiel ou trop partial. Aucun des «camps» n'est représenté; les uniformes et les armes sont semblables; le discours politique revêt lui-même la même forme, fait de verbiage militant à la sauce tiers-mondiste. Le Beyrouth de Baghdadi subit la guerre de très loin. Ses personnages ne se posent pas véritablement la question de l'engagement; cette Guerre ne va être pour eux que le prétexte, l'occa-

sion pour chacun, de mener ses petites guerres.

Une histoire simple (Nabil aime Soraya qui aime Talal) qui montre que le fracas des armes et l'écroulement d'une ville ne suffisent pas à supprimer, ni même à rendre dérisoires les sentiments et les petits intérêts de chacun. Sous les ruines, à côté d'elles, la vie continue pour ceux qui sont restés. Elle est ce qu'elle a toujours été à Beyrouth : commerce, trafics, boîtes de nuit et plage. Que faire, quand on ne peut épouser une cause,

pour échapper à cette vie, alors qu'autour de vous on s'emploie à croire qu'il ne peut y avoir guerre sans grandeur ? Alors que les murs s'ornent des portraits des «martyrs» tombés pour cette cause ?

«J'ai voulu montrer des gens qui ne font pas la guerre ou des gens qui hésitent ou des gens qui, à peine revenus du front, se roulent un joint. J'ai fait beaucoup d'efforts pour que les gens mettent un visage sur cette guerre, que ce ne soit plus le Liban, mais des Libanais : Talal, Nabil, Soraya, des gens qui friment, qui écoutent de la musique qui se demandent s'ils vont rester (...) Tous ces jeunes qui avaient quinze, seize ans

quand la guerre a commencé n'ont rien appris sur leur pays. Ils ont commencé à exister à travers le rejet de l'autre, un rejet violent, ou alors la drogue.»

Ce rejet violent qui passe parfois par un conflit de génération, de lieux; le Liban c'est aussi la tradition et la «modernité», la montagne et Beyrouth, la vieille féodalité et les conflits idéologiques.

Maroun Baghdadi nous montre qu'aucun de ces deux mondes n'échappe aux «petites guerres». La paix semble décidément loin de régner sous le Cèdre.

René ADRIERS

en Amérique centrale

le défi de Jean Paul II

Mission impossible, a-t-on dit au début de ce voyage, le plus dur qu'ait entrepris Jean-Paul II. A vue humaine certes.

D'ailleurs les sceptiques feront remarquer qu'au lendemain de ce périple, les problèmes politiques, économiques, sociaux demeurent inchangés, que la violence meurtrière continue de plus belle. Le pape savait que son message de paix et de justice ne transformerait pas instantanément les cœurs au point de faire tomber les armes des mains. Ce n'était pas pour lui une raison de renoncer. Pour au moins trois raisons.

1/ Depuis le début de son pontificat, Jean-Paul II considère que la vocation d'un pape moderne est de visiter toutes les églises, comme un évêque visite les paroisses de son diocèse. Il n'allait pas renoncer à se rendre dans l'isthme central américain sous prétexte que les chrétiens y vivaient dans des situations difficiles, voire impossibles. Cela constituait au contraire une raison déterminante de s'y rendre pour reconforter les siens, ranimer les courages, parler haut et net pour que chacun sache comment le pape considère la mission de l'Eglise dans ces pays.

2/ Chacun sait que Jean-Paul II est un pape politique au sens fort du terme. Il a une vision historique des choses et sait à quel point le christianisme est capable d'inspirer l'ordre social. En ce qui concerne l'Amérique latine, on peut sans risque de beaucoup se tromper, formuler une hypothèse. Ce continent est celui qui regroupe le plus de chrétiens, ses habitants sont presque tous baptisés. Dans ces conditions, il serait tragique que leur destin soit fixé indépendamment de leur foi. Aussi Jean-Paul II ne veut-il pas que cette chance historique soit gâchée. Depuis son avènement il suit avec une extrême attention tout ce qui se passe dans cette région. Il ne craint pas d'intervenir directement pour faciliter certains règlements diplomatiques par exemple entre l'Argentine et le Chili pour le canal de Beagle. Il lui est même arrivé de réunir la totalité des représentations diplomatiques latinoaméricaines de Rome pour présenter une véritable charte inspirant le devenir du continent.

3/ Enfin, Jean-Paul II ne pense pas superflue l'annonce de la bonne nouvelle d'un royaume de jus-

tice et de paix. Expliquer aux habitants de cette zone déchirée qu'une autre voie est possible que celle de la violence au-delà des haines inexpiables, des injustices imposées et maintenues ou d'une subversion meurtrière vouée si elle triomphe au totalitarisme, c'est un devoir qui ne peut attendre. Même si un tel message ne peut transformer directement les situations conflictuelles, il peut éclairer les politiques, sur les voies à suivre. Par exemple, lutter contre le communisme est une chose, mais



se refuser aux réformes sociales économiques profondes qui s'imposent c'est une façon de préparer infailliblement le triomphe de la subversion. De même lutter contre la guérilla avec des méthodes de bandits qui assassinent femmes et enfants, favoriser des organisations militaires parallèles qui vivent en marge de toute loi en faisant régner la leur, cela n'est pas compatible avec les exigences du christianisme.

La mission était difficile parce que le message s'il était bien reçu par le peuple l'était beaucoup moins par les classes dirigeantes même si elles se veulent explicitement chrétiennes. Le pape disait forcément des vérités blessantes pour beaucoup, énonçait des exigences que trop de personnes n'aiment guère entendre.

Mais le plus grave problème auquel Jean-Paul II se trouvait confronté était celui de l'Eglise elle-même, une Eglise divisée et même souvent déchirée; des cli-

vages entre évêques conservateurs et progressistes, des prêtres et des religieux engagés dans les rebellions armées. Le partage est souvent difficile à faire entre une solidarité agissante avec les pauvres et les opprimés et une aide objective à la subversion, d'autant plus que les forces répressives ont vite fait d'assimiler les deux attitudes.

De toutes ces tensions et ces clivages Jean-Paul II devait tenir compte. Il ne s'est départi à aucun moment de sa ligne claire et nette, par exemple en saluant la mémoire de Mgr Romero, archevêque de San-Salvador, assassiné pendant sa messe par un commando d'extrême droite. Je n'admettrais jamais, a-t-il dit, que l'on dénature son martyre au profit d'une cause idéologique.

Si en effet, le christianisme veut garder ses chances de revivifier ce continent, il lui importe de garder toute son identité, sans jamais sacrifier à des idéologies qui lui sont étrangères. C'est bien pourquoi, l'étape de Managua a

été si cruciale. On sait que presque toute l'Eglise du Nicaragua s'est opposée à la dictature de Somoza et que beaucoup de chrétiens ont participé à la révolution sandiniste. Mais on en est au point aujourd'hui où toute une partie de cette église se trouve phagocytée par le régime dont la dérive certaine ne laisse pas d'inquiéter. Le pape sans crainte d'affronter l'hostilité des sandinistes et la provocation, a refusé la pseudo Eglise populaire qui s'oppose à l'Eglise hiérarchique.

Mais ce refus courageux opposé à des religieux idéologues ne s'oppose pas aux appels fait ailleurs à des réformes urgentes, à la défense vibrante des droits des populations indiennes. Jean-Paul II a semé tout au long de son chemin les grains du renouveau et d'une révolution évangélique. Oui, décidément il devait faire ce voyage.

G.L.

le recul du neutralisme

La victoire de la CSU-CDU à Bonn le 6 mars semble écarter durablement le risque d'un neutralisme d'Etat en Europe.

Ce n'est pas révéler un grand secret que de dire qu'à Paris les partisans de l'opposition ne sont pas seuls à se réjouir de la victoire de la coalition chrétienne-démocrate - libérale à Bonn et de l'échec relatif des «verts» allemands.

La défaite de M. Vogel, le candidat du SPD, écarte en effet le risque majeur souligné par François Mitterrand dans son discours au Bundestag d'une RFA faisant cavalier seul dans la partie stratégique qui va se jouer cette année en Europe. A plus long terme, elle pourrait aussi avoir l'avantage de détourner une partie des sociaux démocrates d'une option neutraliste que le SPD ne semble avoir épousée que pour des raisons électoralistes, afin de séduire sur sa gauche l'électorat écologiste. Il est en effet à souhaiter que dans la partie de bras de fer qu'ont engagée les Européens avec Moscou, l'appui populaire soit le plus large possible.

L'autre avantage du scrutin allemand du 6 mars est la confortable majorité qu'a acquise M. Helmut Kohl et qui avait manqué à M. Schmidt pour pouvoir mener une politique étrangère cohérente. La simple réaction défensive face à la menace des SS 20 qui consistera à soutenir l'installation des Pershing américains dans le cas (prévisible) d'échec de la conférence de Genève ne suffira en effet pas à donner corps à un véritable projet de défense européen qui ne pourrait que passer par un axe Paris-Bonn. Avec 56% des suffrages et un adversaire politique qui mettra du temps à retrouver de la crédibilité, le chancelier allemand a désormais les coudées franches s'il veut relancer le dialogue constructif entamé il y a vingt ans entre de Gaulle et Adenauer.

O.M.



municipa

ce n'est qu

Fin de campagne. Heure des bilans. A Paris, malgré la faiblesse de nos moyens, le résultat est loin d'être négatif. Certes, les résultats chiffrés sont modestes (0,88%) mais nous ne pouvions espérer plus puisque, les listes ayant été longues à constituer, la campagne effective n'a duré que

quelques jours. Du moins, la mobilisation des militants a été bonne et les résultats dans la presse écrite («Le Monde», «Le Quotidien de Paris») et sur les radios libres très significatifs. Soulignons surtout que cette présence de jobertistes, de gaulistes de gauche, de radicaux et de

royalistes sur des listes communes n'était pas conçue comme une fin en soi, mais comme un commencement.

Ainsi, nous avons démontré la possibilité de l'union de ceux

qui soutiennent le projet présidentiel sans pour autant se reconnaître dans les partis de gauche. Il s'agit maintenant de renforcer les liens, de définir plus précisément les idées communes,

êtes-vous si bon gestionnaire, m. chirac ?

Jacques Chirac sort grand vainqueur des élections à Paris. Toutes les revues et brochures, dont la municipalité a abreuvé les Parisiens depuis quelques semaines, y sont-elles pour quelque chose ? Elles reprenaient toutes le même refrain lancinant : «Ah, ce bon M. Chirac qui gère si bien notre ville et qui nous fait payer si peu d'impôts !» Au-delà des enjeux de la joute électorale, et sans prétendre en tirer des arguments vengeurs, ne faut-il pas apporter quelques correctifs à cette publicité tapageuse ?

M. Chirac, comparant la progression de l'impôt ménage et le niveau des taux parisiens avec ceux des grandes villes de France, nous convainc que Paris est la ville la mieux gérée puisqu'elle paie les impôts les plus bas. C'est tellement simple que cela paraît évident.

En fait cela revient à apprécier les qualités de gestionnaire du dirigeant d'une grosse entreprise dans un créneau porteur au seul fait qu'il obtient un bénéfice plus important que le dirigeant d'un canard boiteux enfoncé dans la crise. Car Paris, et cela Chirac ne le dit jamais, est une ville riche, pour ne pas dire richissime. Or pour apprécier la qualité d'une gestion municipale, il est évident qu'il faut prendre en considération la richesse de la commune. On oublie soigneusement de dire aux Parisiens que les impôts locaux rapportent à la ville 2 177 F par habitant, alors que pour la moyenne des communes de plus de 100.000 habitants le produit fiscal par habitant ne s'élève qu'à 1 312 F par habitant. De plus cette fiscalité pèse moins qu'ailleurs sur le contribuable-électeur puisque la Taxe professionnelle

représente plus de 60% des recettes fiscales. Ce sont donc les entreprises qui paient l'essentiel

de l'impôt parisien et chacun sait que de multiples sociétés ont leur siège social à Paris.



De plus, le niveau de l'impôt ménage et des taux parisiens n'a rien d'exceptionnellement bas malgré l'importance des bases fiscales. Neuilly, pour ne prendre qu'un exemple, a un taux de taxe d'habitation plus de 5 fois plus

faible que Paris. Et dans un bon nombre de communes, notamment dans la petite couronne, l'impôt local payé par les particuliers est beaucoup moins élevé qu'à Paris.

Il est très délicat, en fait, de comparer la situation financière de Paris avec celle d'une autre commune en raison des multiples particularités de la capitale, ville-département de plus de deux millions d'habitants. Mais ce qui est incontestable c'est que la capitale dispose d'immenses moyens financiers et que sa gestion n'a rien de particulièrement remarquable.

Alors, M. Chirac, un peu de modestie, votre copie vaut «passable», sans plus... Ce qui est inquiétant, c'est la manière dont vous informez les Parisiens. Il

l'esprit d'intolérance

Chacun s'est accordé à reconnaître que cette campagne électorale ne fut guère passionnée. La conséquence logique de cette absence de passion fut une diminution de la violence physique. Nous nous en félicitons. Cela dit de beaux restes de l'esprit d'intolérance demeurent. Il est sans doute utile de les dénoncer.

Ce fut une surprise pour nos afficheurs du 8ème arrondissement, à Paris, de découvrir un matin que leurs panneaux étaient vierges, si bien nettoyés que l'on aurait pu croire qu'aucune affiche n'y avait jamais été posée. Ils comprirent bien vite de quoi il retournait en constatant que seuls les panneaux R.P.R. avaient conservé leurs affiches. D'ailleurs nos militants du 9ème arrondissement devaient confirmer que sur leur secteur des équipes de décollage «nettoyaient» consciencieusement les panneaux, mais là, seulement ceux du candidat de la majorité. L'avant-veille du 1er tour de scrutin, les électeurs du 6ème arrondissement devaient trouver dans leurs boîtes aux lettres un

tract anonyme, sans nom d'imprimeur, dénonçant les royalomitterrandiens des listes «Paris-pour tous». Procédés de bonne guerre ? Peut-être, mais plus sûrement : manifestation du cynisme des grands partis qui savent qu'ils ont les moyens de porter tous les coups bas sans risque.

UNE AGRESSION CONTRE NICOLAS LUCAS

Et encore, les Parisiens n'ont pas à se plaindre quand on voit ce qui est arrivé à notre ami Nicolas Lucas, candidat à Angers. Alors qu'il revenait à pieds de l'école où il avait été chercher l'un de ses enfants, il a soudain compris qu'une voiture (une R 12 grise) le



«Paris pour tous» sur les marchés parisiens malgré la faiblesse des moyens engagés.

suivait depuis dix minutes. Un homme en sortit brusquement pour projeter de la peinture bleue au visage de Nicolas, avec une bombe-aérosol et le frapper... méthode à proprement parler fasciste ! Nicolas aura quand

les 1983



'un début !

de prévoir les méthodes d'action sur le terrain, afin de jouer un rôle important lors des prochaines échéances électorales nationales. C'est possible, comme Jean-Michel Bertrand en a fait la démon-

stration à Osny (Val-d'Oise) où la liste joberto-royaliste a obtenu 3,50% des voix malgré la modicité des moyens engagés.

En province, la liste sur laquelle figurait Régine Judicis est

battue, comme c'était prévisible. Du moins notre représentante a montré en faisant campagne jusqu'au dernier jour, que les royalistes ne désertaient pas en période de revers. A Aussillon (et non pas à Mazamet !) l'élection d'Olivier Prades sur une liste composée de gaulliste de gauche

et de radicaux est quasi certaine, et celle de Nicolas Lucas à Angers donnée comme probable, à l'heure où nous écrivons.

Conclusion : pour la NAR, la période de «tests» électoraux est terminée. L'heure est venue d'envisager des actions d'envergure.

n'est pas très sain pour la démocratie locale de confondre la présentation de votre bilan municipal avec un tract électoral, d'autant que cette publicité délirante est payée par le contribuable parisien.

Les Parisiens seraient-ils mineurs pour qu'on leur sélectionne de la sorte des «bonnes» informations ? Il faut que cesse cette confiscation de l'information et du pouvoir. Il faut rendre la parole aux Parisiens, leur donner la possibilité d'influer véritablement sur les choix de la municipalité. Le minimum pour cela est de leur présenter de manière claire et complète les moyens financiers de leur ville.

Sylvie FERNOY



Une campagne brillante

même eu le temps de voir des affiches R.P.R. dans la R 12. Enfin, tout va bien, ses yeux n'ont pas été touchés. Le lendemain, sur les marchés, de nombreuses personnes venaient témoigner de leur (suite page 10)

il court toujours, le cumulard

Tous nos ministres ne ceindront pas, ce 13 mars au soir, l'écharpe de Monsieur le Maire. Mais ils auraient bien voulu pouvoir le faire ...

Tous ou presque. Seuls MM. Jobert et Badinter avaient décidé de ne pas tenter l'aventure. Quant à Georgina Dufoix, elle aurait bien aimé mais... nécessité d'union de la gauche oblige.

Le P.S. avait pourtant commandé à M. Debarge un rapport sur le cumul des mandats. Le résultat - bien timide - s'est fait attendre jusqu'en juin 1982 avant d'être enterré, sans fleurs ni couronnes, par les députés. Il faut dire que parmi les députés et sénateurs, la plupart sont en même temps maire, conseiller général ou conseiller régional. Et certains cumulent jusqu'à cinq mandats. Leur demander ce qu'ils estiment être un suicide politique, c'est vraiment beaucoup trop pour eux. Et d'ailleurs, pendant cette campagne, personne n'en parle plus, de ce cumul des mandats.

Car, c'est vrai, c'est bien utile le cumul. Tout d'abord l'échelon municipal est une étape et une base indispensable du cursus de l'homme politique. Une assise locale, concrétisée par l'écharpe de maire, permet d'envisager sereinement une carrière nationale, le phénomène est bien connu.

Ensuite, au cumul des mandats correspond le cumul des indemnités. A titre d'exemple, les indemnités annuelles du maire d'une commune de 20.000 habitants peuvent s'élever jusqu'à 70.700 F. Ajoutées aux indemnités de président de syndicat intercommunal, de membre du

conseil d'administration d'une société d'économie mixte, de conseiller général, etc. etc., cela peut faire une somme rondelette pour notre cumulard. La meilleure preuve, c'est que dans le souci fort louable de limiter les excès, la seule disposition du rapport Debarge qu'ont retenue les députés est la limitation du cumul des indemnités à une fois et demie l'indemnité parlementaire, ce qui représente quand même plus de 400.000 F par an; ce n'est déjà pas si mal... sans compter qu'il restera les avantages en nature. Le cumul permet ainsi à un homme de parti de se spécialiser dans l'exercice de fonctions électives.

Enfin le cumul de mandats et de fonctions permet à son détenteur d'exercer un leadership local. Le député-maire, surtout s'il est en même temps conseiller général, échappe à l'arbitraire et même à l'intermédiaire des administrateurs locaux. Il a un accès direct aux administrations centrales et se voit de la sorte attribuer des avantages non négligeables, surtout s'il se trouve du côté du manche...

C'est malheureusement général. Et les interventions parlementaires sont aussi nombreuses que sous l'ancienne majorité. C'est tellement commun et accepté que cela peut même servir d'argument électoral : «Votez pour moi et la commune obtiendra plus de subventions». Ça ne s'écrit pas, ça se chuchote et... ça marche !

Que vient faire un Delors, parachuté candidat à Clichy ? On dit qu'il travaille 16 à 18 heures par jour au ministère, que lui reste-t-il pour gérer les affaires des Clichois ? Gérer une ville de 50.000 habitants est un travail à plein temps. Le maire d'une commune urbaine est à la fois une assistante sociale, un animateur et un manager. Il lui faut une compétence et du temps. Or 44% des maires des communes de plus de 30.000 habitants sont en même temps parlementaires. Ils peuvent faire bien l'un ou l'autre métier, mais pas les deux. L'époque des notables cumulards doit se terminer.

Mais attention, il ne faut pas tomber dans l'excès inverse. Il ne serait pas sain pour la démocratie locale en France que le maire devienne, comme en Allemagne, un fonctionnaire-élu. Le maire doit exercer une médiation politique. C'est évident dans les communes rurales. Mais dans les communes urbaines le maire doit rester l'homme de la cité, qui fait participer ses administrés à la vie de sa ville, et non un technocrate qui gère une société anonyme.

Cette campagne électorale laisse une impression de malaise. On n'y parle que d'enjeux nationaux, d'étape vers d'autres échéances électorales. Il est grand temps de crier haro sur le cumulard, de faire cesser cette mainmise des grands partis sur nos communes. Dans son rapport, Marcel Debarge, lui aussi, évoque une «nouvelle citoyenneté». L'intention est bonne. Mais les moyens n'y sont pas. Un des premiers éléments pour y parvenir serait d'interdire le cumul de tout mandat local avec un mandat national et de plus de deux mandats locaux.

Annette DELRANCK

boulanger fossoyeur de la monarchie

Qui étaient les dirigeants royalistes de la fin du XIX^{ème} siècle ? Un livre sur l'affaire Boulanger nous montre ces hommes en action.

Vers la fin des années 1880, un général républicain (et par voie de conséquence dévoré d'ambitions personnelles), Georges Boulanger, fit trembler sur ses bases, par une popularité soudaine, la III^{ème} République encore mal assurée et déjà pourrie de scandales.

Les notables monarchistes qui, en instaurant ce régime parlementaire, avaient cru que le temps travaillerait pour eux, avaient compris qu'il n'en était rien et désespéraient de retrouver une majorité suffisante au Parlement pour parvenir à la révision constitutionnelle de leurs rêves. L'idée naquit, chez certains d'entre eux, d'utiliser le phénomène Boulanger pour parvenir à ces fins.

Le livre (1) de Philippe Levillain nous conte l'histoire de cette tentative, vue du côté monarchiste. Il nous livre de passionnants portraits des principaux artisans du complot : A. de Mun, doctrinaire catholique, le marquis de Breteuil, libéral, le baron de Mackau, conservateur réaliste pour qui le programme importe beaucoup moins et qui ne pense qu'aux 500.000 voix à gagner à la droite pour ramener la monarchie en douceur : après on verrait Le portrait psychologique du comte de Paris est particulièrement fouillé :

«Le prince avait trop d'apti-

tude au bonheur pour se lancer dans l'action avec persévérance. D'un tempérament gai, jeune homme riche de l'Evangile, accessible et familier, mais personnel et secret, il mesurait son rôle dans la France sans s'épargner le plaisir de vivre. Certains de ses partisans le lui reprochaient. Il aimait les voyages, la chasse, la vie bohème. Il avait observé la vie politique française, mais n'avait jamais investi dans une réflexion approfondie sur les institutions, la société, le monde. Exilé, le comte de Paris ne pouvait que connaître à son tour, les embarras du comte de Chambord et en reprendre les tra-



vers : le poids des intermédiaires, la pesanteur des fidélités rassurantes, l'autorité exagérée pour répondre aux suggestions et aux observations mal comprises, la foi dans le destin, dans l'alliance intime entre le prétendant et la nation.»

Au reste, le comte de Paris s'appliqua avec succès à devenir et à demeurer le «roi de tous les royalistes», ce qui n'était assurément pas facile. Dans l'affaire Boulanger on ne peut lui faire aucun reproche : il ne céda pas à l'esprit d'aventure, il ne négligea pas les chances qui s'offraient.



le comte de Paris,
«roi de tous les royalistes»

Et maintenant pourquoi Boulanger serait-il le fossoyeur de la monarchie ? Essentiellement parce que cet ambitieux était un médiocre, bien incapable de faire un coup d'Etat. Il fit cependant suffisamment peur aux républicains

pour que ceux-ci aient le sursaut nécessaire à la sauvegarde de leur régime.

Par ailleurs l'engagement de certains royalistes dans la campagne Boulanger avait suscité des méfiances et des rancœurs aussi bien chez ceux qui avaient agi que chez ceux (la grande majorité) qui s'étaient tenus à l'écart. Pour beaucoup le découragement devait l'emporter et le «Ralliement» de l'Eglise à la République quelques années plus tard sera comme une justification morale à l'abandon de la lutte active.

Plus que tout, le livre de Ph. Levillain montre combien un prétendant, éloigné de ses troupes, agissant par personnes interposées, est incapable de faire œuvre utile, fût-il théoriquement à la tête d'énormes bataillons de fidèles, et fût-il le plus habile homme. Quant aux prolongements plus actuels, par exemple les comparaisons avec les rapports entre l'actuel comte de Paris et le général de Gaulle, sur lesquels Ph. Levillain s'est étendu plus longuement dans un article de revue (2), ils valent ce que valent les analogies en histoire, souvent séduisantes mais également très contestables. Nous pourrions y revenir.

Frédéric AIMARD

(1) Philippe Levillain - **Boulanger, fossoyeur de la Monarchie** - Flammarion, prix franco : 90 F.
(2) «L'Histoire» numéro 21, mars 1980.

MUSIQUE

musique sacrée

Pourquoi ne pas prolonger à sa guise par le seul biais de la musique l'atmosphère d'une nuit de Noël ?

Deux disques superbes et qui viennent de paraître nous y invitent.

Il s'agit tout d'abord de la «Messe de Minuit sur les airs de Noël» de Marc-Antoine Charpentier, qui fut maître de musique à la Sainte-Chapelle et que le roi Louis XIV tenait en haute estime. La célébrité de cette messe provient de ce qu'elle a été écrite sur des airs populaires, encore connus de nos jours. «La Grande Ecurie et la Chambre du Roy» sur instruments anciens que dirige Jean-Claude Malgoire ainsi que la maîtrise des Petits Chanteurs de Chaillot conservent à cette partition son maximum de

fraîcheur, de joliesse et de spontanéité.

Le second disque est également sublime, ne serait-ce que par la qualité du Chœur de King's College de Cambridge, le plus fameux de tous en Angleterre. Cette messe «Puer natus est nobis» nous transporte d'emblée dans un univers de beauté quasi céleste, irradié par les voix des sopranos. Musique envoi-rante et douce où tout concourt au repos de l'esprit et à l'exaltation de l'âme.

Gérard DELAVIGNE

Marc-Antoine Charpentier - **Messe de Minuit** - disque CBS.
Thomas Tallis - **Messe «Puer natus est nobis»** - disque EMI.

**acheter vos livres
à notre service librairie,
c'est encore une façon
d'aider la nar**



service librairie

La déception et la colère provoquée à Moscou par la défaite de M. Vogel indiquent assez quels espoirs les dirigeants du Kremlin avaient mis dans une amplification de la grande vague pacifiste et neutraliste européenne. Il faudrait pouvoir déterminer si, dans la conscience du citoyen allemand, c'est bien ce réflexe de défense face à la redoutable menace de l'Est qui a joué. L'ampleur de la crise de ces dernières années le laisse espérer. Ce seul fait suffirait-il à démentir le pessimisme noir mais salubre d'Edgar Morin dans son dernier ouvrage ? « L'Ouest européen est effectivement divisé, somnambule, hagard; le processus d'auto-destruction y est peut-être plus fort que celui d'auto-construction. Dans ces conditions... il est devenu une proie avant même d'avoir suscité l'intention prédatrice, et c'est cet état de proie qui risque le plus de susciter la prédation. »

Un vote ne suffit pas à manifester une volonté profonde, même s'il peut être un indice favorable. La grande décélération démographique qui mène l'Allemagne à l'autodestruction n'est pas conjurée, elle ! Surtout, la réalité totalitaire soviétique demeure massive, implacable, redoutable. Les documents, témoignages, analyses n'ont pas manqué ces dernières années pour nous donner des lumières sur ce phénomène monstrueux, formidable mais d'une complexité telle que le meilleur éclairage ne suffit jamais à faire surgir le système dans sa totalité. Serait-ce même possible ? La part d'opacité humaine et sociale résiste ici comme ailleurs à la mise à plat et à la compréhension synthétique. Cette dernière même - empathique - renvoie à nos ambiguïtés, nos incertitudes si nous étions prisonniers du même système. A ce propos, la lecture de Zinoviev est précieuse et parfois débilitante. Son dernier roman « Homo sovieticus » pourrait nous faire croire que c'est décidément fouttu, parce qu'il n'y a rien à attendre du peuple russe entièrement phagocyté et parce que l'Occident est mûr pour tomber dès que l'offensive lui tombera dessus.

Le mérite de Zinoviev est de nous faire entrer dans l'univers gris, irréductiblement gris de l'homo sovieticus, univers humain, complètement humain, qui à force nous ferait désespérer de la flamme d'espérance qui ne cesse de briller à toutes les pages de Soljénitsyne. Mais les deux grands écrivains sont sans doute nécessaires, en contrepoint l'un de l'autre, pour nous faire comprendre la vie quotidienne soviétique. Ce n'est pas le moindre mérite d'Edgar Morin que de nous montrer la complémentarité des deux points de vue.

« Pour Zinoviev, écrit Morin, la cybernétique totalitaire fonctionne d'elle-même parce qu'il y a installation et consentement, au sein du système, de tous ceux qui en dépendent. Il voit bien que, par la bureaucratisation généralisée, le travailleur obtient l'immobilité quasi-fonctionnaire de son emploi, ainsi que la possibilité de tricher avec les contraintes pour gagner mille petits avantages quotidiens. Il voit bien que l'infantilisation sociale au sein du totalitarisme procure au moins satisfaction à la part infantile inhérente à tout être humain. »

« Soljénitsyne, lui, voit au contraire le caractère fondamentalement forcé, imposé, étranger du totalitarisme sur une réalité qui est et demeure rebelle, et, pour lui, la vraie régulation

la nature de l'union soviétique



par
gérard
leclerc

du système s'opère par ce qui élimine systématiquement la déviance, c'est-à-dire la police politique et le Goulag. » Les deux écrivains donnent chacun une des faces de la réalité, face qui se correspondent solidairement et contradictoirement.

Mais tout le système soviétique ne peut être compris qu'en tension et en complémentarité. Ainsi, par exemple, la société s'y trouve tout à la fois hiérarchisée et anarchisée. A la très forte compartimentation de l'appareil correspond l'extrême atomisation de la base. A la planification correspond la débrouillardise de l'économie clandestine. L'apparente contradiction recèle une logique pourtant vitale : le système économique échoue « parce qu'il ne veut pas payer le prix à payer pour cette réussite. Ce prix ce serait la reconnaissance officielle d'une sphère de libertés économiques où la société civile gagnerait des droits et de l'autonomie. Ce serait alors ouvrir une brèche institutionnelle et dans la réalité totalitaire et dans le mythe socialiste. »

Le paradoxe n'est donc qu'apparent. L'extrême dirigisme requiert l'anarchie économique, parce qu'il n'est pas viable en lui-même. L'anarchie est donc « prohibée et condamnée dans son principe tout en étant en fait tolérée ».

Mais ceci n'est qu'un aspect illustrant la méthode de Morin qui consiste à réintégrer dans l'unité de l'organisme social vivant toutes les contradictions complexes des organes. Ce livre sur la nature de l'URSS n'innove pas particulièrement par la nouveauté de l'information, mais par la façon dont elle est traitée. Son originalité est de ne rien exclure de cette information, de l'inclure au contraire dans sa totalité à l'intérieur d'une structure synamique, complexe mais unifiée. L'essai est probant et ouvre d'ailleurs des perspectives neuves qui ne proviennent que de cette formalisation de l'ensemble.

Au centre de cet ensemble se trouve évidemment le parti, mais un parti « détenteur absolu et monopoliste non seulement de l'Etat, de l'exercice du gouvernement et de l'activité politique, mais de la vérité du Peuple, de la Nation, voire de l'Histoire ». Que ceci n'ait pas été voulu explicitement à l'origine qu'importe ! C'est l'aboutissement de la révolution de 1917 qui culmine dans la synthèse entre la Religion du Parti appareil et la religion de l'Etat-Nation. Tout le reste est subordonné à cette réalité que ne saurait épuiser on ne sait quelle dégénérescence bureaucratique de la révolution.

Pour comprendre ce nouveau phénomène religieux, je renverrais à l'analyse de Nicollet sur l'idéologie républicaine. On y trouve des analogies étonnantes. Mais là où l'idéocratie scientiste du XIX^e siècle se limite elle-même en admettant une sorte de latence pédagogique et de tolérance provisoire, le parti soviétique va jusqu'au bout de sa prétention scientifique. C'est lui le détenteur absolu de la vérité. Sa fonction magistérielle est première, c'est elle qui détermine son aptitude à gouverner. Aucune séparation du spirituel et du temporel n'est donc concevable. En somme, le parti bolchevique a été au bout des potentialités idéologiques de la Révolution française et de sa conception de la volonté populaire. Celle-ci ne saurait être divisée. Elle doit s'exprimer dans un unique organe de gouvernement qui contrôle tout. Le parti est l'universelle araignée qui tisse l'ensemble de la vie sociale.

« Ce mythe de la démocratie vox populi, écrit Morin, est le même que celui du totalitarisme. Mais la réalité de la démocratie (règles permettant la pluralité et la conflictualité) est exactement son contraire. La démocratie n'est pas comme l'on l'a longtemps cru, fondée sur l'idée que l'homme est raisonnable et que sa voix collective est la voix même de la vérité... » mais la révolution française n'avait-elle pas déjà donné l'exemple de la même dérive vers le totalitarisme par appropriation de la vérité sociale et un étonnant phénomène de substitution de religion ?

Le problème ultime du système soviétique est celui d'une éventuelle faiblesse qui permettrait d'envisager une défaillance de sa part. Morin montre que la difficulté avec un pareil système c'est qu'il réussit à faire de la force de ses faiblesses. Comme tout tient par le sommet, c'est au sommet que l'on doit porter toute son attention, pour y déceler la chance d'une brèche. Sur ce point, Morin est original. Il montre en effet que l'armée pourrait constituer un espoir dans la mesure où elle s'émancipe de l'appareil. En effet « l'armée peut très aisément jouer la société contre le Parti et peut rapidement, par des mesures populaires, isoler le noyau stal de l'appareil, tout en bénéficiant de ralliements, libéraux, patriotes et opportunistes de nombreux apparatchikis du parti. » Nous pourrions ainsi être débarrassé du parti totalitaire... Hypothèse folle ? Séduisante ? Qui mérite pourtant examen.

Gérard LECLERC

Edgar Morin - De la nature de l'URSS - Fayard. Prix franco 66 F.

Alexandre Zinoviev - Homo sovieticus - L'Age d'homme. Prix franco 75 F.

l'auteur et l'écriture

«L'auteur et l'écriture», de Jünger n'est pas un «art d'écrire», mais plutôt, nous dit Ghislain Sartoris, «un traité de morale où se voit la métamorphose qu'impose à la vie la pratique de la littérature...»

Il est d'usage aujourd'hui, parce que la démagogie est une petite monnaie stable, d'adopter lorsqu'on parle d'art le point de vue du spectateur, ce point de vue de la connaissance «accidentelle». L'on flatte mieux encore le public en laissant entendre qu'être spectateur c'est aussi être auteur, et qu'une œuvre d'art sans public (et sans succès) est quasiment inexistante. Les spéculateurs se travaillent à imposer l'idée que seuls les «génies» méritent d'être considérés et qu'ils peuvent être rétribués sans mesure pour leurs œuvres, ils évaluent le génie à «l'applaudimètre» en comptant tous les braiements du gros animal sans décompter les bruits les plus incongrus. En habituant le spectateur aux grandeurs, aux «chefs-d'œuvre» établis par l'afflux de la populace, au «tout-fait», en s'humiliant par l'aveu de la «soumission à la grâce de l'inconscient», l'on brise l'ordinaire désir de création, l'on désespère l'amateur en le moquant et lui opposant constamment le mythe du créateur génial ne cessant d'enfanter dans les facilités et les gloires. Dans le même temps l'on réduit les formes créées à la biographie des auteurs ou à l'histoire, allant des occasions contingentes aux formes stables, dans le refus de savoir comment la vie d'un auteur est changée par le projet des œuvres, par les tentatives et

les réalisations. Là encore l'on refuse l'évidence d'une cause finale. Vision basse, adéquate à la vileté de notre époque mercantile.

Un artiste sérieux en œuvrant produit ou une œuvre cathartique ou des paroles salutaires.

Jünger ne prétend pas à la nouveauté, «rien de neuf, au fond, si l'on veut bien s'abstraire des configurations nées de notre époque dynamique et peu favorable aux travaux poétiques»; il n'attend pas de ces notes un effet «pédagogique» (est-il possible d'enseigner l'art d'écrire, l'art de «trouver»? Il y eut ces leçons données par les meilleurs écrivains de l'époque durant la révolution russe, qui font à merveille rêver, - elles furent rapidement supprimées, l'on n'en doutera pas. Il y a tous les «arts poétiques». Mais nos professeurs de littérature cessent d'exercer leurs élèves aux «rédactions» dès que la capacité à créer promet quelque efficacité, il la détourne en l'appliquant aux commentaires sur, aux réflexions historiques, aux «beaux sujets»: Sophocle écrit des Enfers à Racine pour le consoler de l'insuccès d'Athalie... C'est avec raison que l'on peut estimer plus compétents en littérature ceux qui la pratiquent que ceux qui ne font que l'enseigner.) «Peut-être serviront-elles, écrit Jünger dans ses notes, de repères lumineux à l'un ou l'autre de ces garçons qui

rêvent de se risquer en haute mer et s'y sentent appelés».

Ces «notes amassées au hasard des années» ne sont pas un «art poétique», ni un **gradus ad Parnassum** comme l'**ABC de la lecture**, ce traité de l'art d'écrire d'Ezra Pound, indispensable à qui désire écrire; sous le mauvais titre de **l'auteur et l'écriture** l'on reconnaîtra un traité de morale où se voit la métamorphose qu'impose à la vie la pratique de la littérature, la compagnie du Verbe. Les réflexions les plus solides se rapportent le plus souvent au combat sans merci que livrent nos siècles d'usure contre les dernières «forêts» et ceux qui y ont recours. Le livre de Jünger offre à ceux qui ressentent «le plus violent désir d'aller sur la mer» l'exemple d'une discipline et d'un dévouement à la parole.

Depuis longtemps déjà Jünger a désespéré des entreprises collectives, des efforts grossiers du gros animal pour se sortir de la fange quand l'air lui manque. Retiré dans le quartier le plus menacé et le plus vivant, (ghetto, tannière, ou si l'on préfère: étoile), celui de l'esprit, Jünger a œuvré afin de réunir la sagesse à sa langue natale, tandis que ses contemporains s'affairaient aux feintises de l'économie, ou mettaient en théorie la fraude, puis rentraient s'abrutir en allant se faire voir aux assommoirs: télévision ou cinéma.

Que les hommes de bien aient recours à ceux qui ont œuvré est signe de l'activité de la providence, et manifeste que la seule réelle force politique est la perfec-

tion d'une langue, comme nous l'a montré Pierre Boutang dans son **La Fontaine politique**.

La désinvolture actuelle à l'égard de la littérature est une des pires perversions, elle s'accompagne de l'abaissement du livre au rang de marchandise. L'on ignore couramment (*c'est le progrès!*) que les lettres sont les reliques d'une personne; l'on n'admire plus cette endurance de la personne contre la mort, cette transmission des meilleures pensées pour lesquelles tant d'efforts et de soins ont été soufferts; l'on manque à savoir que la littérature offre lorsqu'elle atteint l'excellence (ce n'est pas rare) des paroles salutaires: change en bien: «D'un livre digne de ce nom (écrit Jünger), on peut attendre qu'il ait modifié son lecteur. Le livre une fois refermé, il n'est plus le même homme». Que Dieu passe par le livre pour transmettre la vérité fonde la littérature en religion. La littérature est un dialogue avec les morts et les absents, d'une perfection telle qu'elle compense (Dieu merci) la faiblesse et l'infirmité des conversations: «Ce dialogue parfait (dit Jünger) avec un interlocuteur invisible, peut-être mort depuis un millénaire, le livre seul peut le fournir; nul autre mode de communication ne permet ce total don de soi.»

Ghislain SARTORIS

Ernst Jünger -**L'auteur et l'écriture**, traduit de l'allemand par Henri Plard, Ed. Christian Bourgois.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

municipales (suite de la p 7)

sympathie à nos militants qui vendaient «Royaliste» à tour de bras.

L'ARROGANCE DES SOCIALISTES

Mais la violence n'est pas seulement physique. Paul Quilès, après avoir refusé les jobertistes sur ses listes à Paris, ne pouvait supporter l'idée que ceux-ci se présentassent contre lui dans le 13ème arrondissement. Par voie de référé il prétendit faire interdire la liste «Paris pour tous» pour la raison que son bulletin électoral, qui n'avait d'ailleurs pas paru depuis un certain temps, portait vaguement le même nom. L'avocat de Paul Quilès devait heureusement indisposer le Tribunal par une prétention incroyable. A l'entendre, nous racontait Nicolas Druz, tête de liste de «Paris pour tous» dans le 13ème, on sentait que le fait d'avoir osé présenter une «petite liste» face à «Môssieur Quilès»

était une véritable offense à la légitimité du pouvoir en place et devait être sanctionné comme tel. L'avocat de «Paris pour tous» eut beau jeu de rappeler que le système des candidatures officielles du second Empire n'était plus de mise. Paul Quilès fut débouté. Fort heureusement, car nous aurions été bien trop pauvres pour faire imprimer de nouvelles affiches et de nouvelles professions de foi, si on nous avait interdit le nom de «Paris pour tous». C'est bien sûr sur cette pauvreté que comptait le puissant représentant du pouvoir. Alors, tout cela est-il de «bonne guerre»? Encore une fois, peut-être que oui, mais ne pourrait-on pas considérer la démocratie autrement que comme une guéguerre où tout est bon pour éliminer les «généurs»?

Jacques BLANGY

COMMUNIQUÉS

7 mars

La Nouvelle Action Royaliste constate, sans trop de surprise, l'échec sévère enregistré par la gauche : plus que ses choix économiques, sociaux et diplomatiques, le Parti socialiste paie son incapacité à expliquer le sens des réformes entreprises, et ses attitudes trop souvent méprisantes et sectaires.

Tout en réaffirmant son soutien à l'action entreprise par le Président de la République, la Nouvelle Action Royaliste souhaite qu'à l'avenir les formations de la majorité fassent preuve de l'imagination, de la clarté d'expression et de l'ouverture d'esprit qui leur font tant défaut.

9 mars

Alliée au Mouvement des Démocrates, aux gaullistes de gauche et aux radicaux dans le cadre des listes «Paris pour tous», la Nouvelle Action Royaliste a fait campagne contre les féodalités politiciennes de droite et de gauche et pour une nouvelle citoyenneté. Il serait donc incohérent qu'elle appelle à voter pour l'une ou l'autre de ces féodalités au second tour. Tout en déplorant le triomphe du parti de la revanche, elle n'apportera pas son soutien aux listes conduites par M. Souliès qui a témoigné, pendant cette campagne, d'une rare intolérance à l'égard de celles et de ceux qui entendent simplement affirmer leur droit à la différence.

REMERCIEMENTS

L'accès aux *media* nationaux nous est resté barré lors de cette campagne (si on excepte la minute et demie que nous a accordée TF 1 le lundi 7 mars, au journal de 13 h et qui a d'ailleurs eu un assez grand impact). En revanche nous remercions les très nombreuses radios libres de Paris et de la région parisienne qui nous ont demandé de venir parler sur leurs ondes. Cela fut l'occasion

de longs et fructueux débats où la question de la monarchie fut prioritairement abordée. Nous remercions particulièrement pour leur bon accueil :

«Fréquence - Montmartre» (95 MHz), «Canal 89 - Ile de France»

(89 MHz), «Ici et Maintenant» (99,4 MHz), «Fréquence-Gaie» (90 MHz), «Radio-Paris» (102 MHz), «Fréquence Libre» (100,6 MHz) et «Radio-Service - Tour-Eiffel» (101,5 MHz).

la suite des municipales

**LE 6 MARS AU SOIR
A PARIS**

Soirée «électorale» particulièrement réussie dans les locaux de la N.A.R. De 20 h à minuit, près de 100 personnes se sont succédées, s'arrachant du buffet maison pour aller dans la pièce où télévision et radio commentaient les résultats, retournant au buffet alléchées par l'odeur des merguez, chipolata, pizza, et autres pommes au four, arrosant à grands verres de sangria ou de punch les retrouvailles avec des anciens.

Vers 21 h 30 Bertrand Renouvin remercia tous ceux qui par leur candidature et leur aide avaient permis à la NAR d'être présente à ces élections municipales. Tirant les enseignements des alliances conclues, il souligna la volonté de la NAR de les poursuivre au delà des élections et annonça le lancement du Club Nouvelle Citoyenneté de Paris qui devra être, dans les prochains mois, une structure de réflexion et de proposition ouverte à tous ceux avec lesquels nous avons travaillé en commun lors de la campagne électorale.

Pour recevoir une documentation sur le Club Nouvelle Citoyenneté de Paris écrire à Olivier Moulin au journal.

La souscription lancée pour couvrir les frais engagés lors des élections municipales progresse, mais elle progresse **trop lentement**. Je renouvelle donc mon appel en insistant sur son **caractère d'urgence**. Les divers imprimeurs ayant contribué à la sortie des 200.000 « professions de foi », des bulletins de vote, des 20.000 affiches, etc., doivent être réglés dans le mois qui vient. Nous nous y sommes engagés, mais cela ne sera possible que si tous nos amis font un effort pour nous envoyer leur contribution. Des dons les plus modestes, aux plus généreux, tous seront les bienvenus et nous sont absolument indispensables, à la fois pour nous permettre de faire face à nos échéances, et aussi pour que de simples questions financières ne nous empêchent pas d'exploiter intelligemment la publicité dont la NAR a bénéficié pendant les élections.

Yvan AUMONT

Adressez vos dons à l'ordre de
«Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 heures,
17, rue des Petits-Champs 75001
Paris - 4ème étage - Métro Bourse
ou Palais Royal a lieu une confé-
rence débat ouverte à nos lec-
teurs. Les conférences sont sui-
vies pour ceux qui désirent conti-
nuer les discussions, d'un buffet
(participation aux frais du buffet).

Mercredi 16 mars : Bertrand RENOUVIN tirera les leçons des élections municipales, sur le plan national bien sûr, mais aussi plus particulièrement quant aux résultats et aux perspectives de la NAR.

**ETUDIANTS ET LYCÉENS
ROYALISTES**

Section de Nanterre. Les étudiants de la NAR de Nanterre ont invité le **Général Pierre GALLOIS**, le théoricien de la force de frappe française, à un débat sur le thème **«Quelle défense pour la France ? La conscription est-elle encore utile ?»**. Ce débat ouvert à tous aura lieu **le mardi 22 mars à 12 h**, dans l'amphi B du bâtiment G (Eco).



Voici, la représentation de la nouvelle affiche contre la conscription, que vous pouvez nous commander (90 affiches 50 cm/35 cm : 39 F franco de port.

Mercredi 23 mars : c'est **Jean-Marie DOMENACH**, ancien directeur de la revue «*Esprit*» que nous recevrons pour cette dernière réunion du trimestre. Jean-Marie Domenach, observateur lucide, porte aujourd'hui un regard très critique sur l'action de la gauche au pouvoir. Qu'il soit nettement plus sévère que nous dans ses jugements permettra un débat passionnant et fructueux. Une réunion de clôture à ne pas manquer.

Pas de réunion les 30 mars et 6 avril. Reprise le mercredi 13 avril.

royaliste 

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La droite avait voulu que les élections municipales soient essentiellement politiques. De bonne ou de mauvaise grâce, le gouvernement et les partis de la majorité l'ont suivie sur ce terrain, pour y subir un échec cuisant. Libres de toute allégeance à l'égard de la gauche, nous ne saurions en être directement affectés. Peu suspects de complaisance envers la droite, nous ne pouvons nous en féliciter. L'indifférence alors ? Pas le moins du monde. Après le premier tour des municipales j'ai dit à la télévision que les royalistes n'étaient pas de ceux qui s'enfuyaient les soirs de défaite. Nous avons soutenu le président de la République et nous continuerons de le faire tant que son projet continuera de nous paraître nécessaire pour notre pays. Mais cela ne nous a jamais empêché d'être critiques à l'égard du gouvernement et du parti dominant, qui accumulent depuis deux ans les maladroites.

RAISONS D'UNE DÉFAITE

Cette défaite qu'ils subissent aujourd'hui, n'est-elle pas quelque peu méritée, alors que les avertissements ne leur ont pas manqué ? Déjà, après les élections cantonales, nous avions dit qu'il fallait en finir avec le sectarisme, les improvisations et les incohérences. Certains, à la direction du Parti socialiste, avaient esquissé une autocritique. Las. Il ne s'est pas écoulé un mois que les mêmes erreurs recommençaient, et ne cessaient plus de se renouveler. Que d'occasions perdues. Quel invraisemblable gâchis. La générosité du projet de la gauche, le caractère judicieux de certaines réformes de structures, la fermeté de la politique étrangère, la volonté de redressement industriel, tout cela s'est perdu dans la confusion et les contradictions, tout cela a été obscurci par la suffisance de certains dirigeants du P.S., ou négligé au profit de combats d'un autre temps. Avait-on vraiment besoin de relancer la querelle de l'école libre ? Suffit-il que les socialistes proclament qu'ils ont toujours raison pour emporter la conviction, alors que leur tradition est en crise, alors que le projet formulé dans les années soixante-dix ne répond plus que partiellement aux questions soulevées par la mutation technologique que nous commençons de vivre ?

Beaucoup de socialistes se récrieront. Ces fautes, ils auraient voulu qu'elles ne fussent pas commises; ce sectarisme, il n'est pas leur fait. Sans aucun doute. Il n'en demeure pas moins que l'attitude globale de la gauche est mal supportée,

la loi du balancier



par
**bertrand
renouvin**

que certains de ses gestes ont renforcé les craintes au lieu de les calmer, et que l'esprit de parti, l'égoïsme de parti, les réflexes de parti l'emportent encore (toujours ?) sur l'esprit d'ouverture, de dialogue, de compréhension de ceux qui entendent rester différents.

L'ESPRIT DE PARTI

Peu après le premier tour, Lionel Jospin lançait un vibrant appel à la mobilisation. Mais ses paroles ne visaient que les militants des partis de gauche, qui auront pour tâche de rassembler les seuls électeurs de gauche. Mais ceux qui ne sont pas «de gauche» et qui, à chaque scrutin, «font la décision» ? Le premier secrétaire du P.S. n'en a cure, ou les a oublié, tant le réflexe partisan est fort, tant l'idée est ancrée qu'il n'y a rien, qu'il ne doit rien y avoir en dehors ou à l'écart de camps bien délimités. C'est dommage pour le projet politique que soutient le Parti socialiste. C'est agaçant pour ceux qui se sentent exclus, méprisés, et qui risquent, à l'heure des grandes échéances, de se désintéresser du sort d'une formation si convaincue de sa supériorité.

Cette attitude est d'autant plus dangereuse que la gauche et le président de la République lui-même risquent d'être les prochaines victimes du mouvement de

balancier que connaît la France, comme d'autres pays. Parce qu'aucun projet n'est en mesure de nous faire sortir immédiatement de la crise, la tendance électorale est de sacrifier les dirigeants politiques les uns après les autres. La gauche a bénéficié de ce phénomène en 1977 et en 1981. Elle subit aujourd'hui les effets de ce vote «contre» qui redonne l'avantage à une droite qui se signale pourtant par l'inexistence de ses propositions. La «majorité présidentielle» risque donc, aux prochaines législatives, de connaître un revers qui remettrait en cause l'ensemble du projet présidentiel, d'où l'urgence d'un changement d'attitude et de méthodes :

— depuis mai 1981, le bilan n'est pas négatif. Il serait mieux apprécié si le gouvernement faisait l'effort d'expliquer clairement sa politique, au lieu de donner le spectacle de l'incohérence.

— plutôt que de se réfugier dans la gestion au jour le jour et dans le colmatage de brèches qui se reforment sans cesse, le gouvernement doit prendre des décisions qui n'ont que trop tardé dans le domaine de la protection du marché national, et mettre en œuvre les réformes de structures qui permettront d'extirper une inflation contenue à grand peine,

— plutôt que de se limiter aux partis de la gauche, la «majorité présidentielle» doit s'ouvrir, accepter ceux qui ne se reconnaissent pas dans la tradition socialiste, admettre sans réserve le droit à la différence pour ceux qui soutiennent l'action du Président de la République.

Ces mesures d'urgence permettront peut-être d'éviter un retour brutal du balancier, qui porterait au pouvoir le parti de la revanche. Mais, par-delà le succès de l'un ou l'autre camp, une question fondamentale demeurera posée : si les gouvernements s'usent rapidement, si les majorités sont remises en question au bout d'une ou deux années, si le chef de l'Etat est rituellement sacrifié en fin de mandat, la stabilité des institutions et la continuité du projet de la nation se trouveront gravement atteintes. Obsédés par leurs rivalités, les partis de droite et de gauche ne voient pas qu'ils y perdront tout à tour, et plus encore le pays. Pour dominer ce cycle dangereux, pour faire en sorte que l'alternance ne soit pas vécue comme une déstabilisation perpétuelle, le recours à un arbitre vrai, indépendant des partis, disposant d'une légitimité enracinée dans l'histoire, deviendra une nécessité toujours plus impérieuse.

Bertrand RENOUVIN
